

## NOS ASSOCIATIONS SONT DES OCTOGENAIRES !

### LE DROIT DES ASSOCIATIONS

Oui, dans moins de trois ans, la loi de 1901 portant création du droit d'association aura quatre vingts ans ! Et si les associations ont progressé, si certaines ont acquis des droits, des capacités, parfois des obligations, il n'en reste pas moins qu'elles sont restées en général au plan strict du droit des mineurs non émancipés ... n'ayant pas droit de vote ! Rouage essentiel de notre communication moderne, l'association est suspecte aux yeux de tous dès qu'elle prétend intervenir dans la vie publique, notre cadre de vie quotidien.

Or quatre vingts ans, c'est long ! C'est nous ramener au droit des congrégations, à la liberté de se réunir ... Peu de temps auparavant, les groupes étaient suspects, les rassemblements interdits, le souvenir de la Commune encore vivace ...

De nos jours, c'est plutôt l'individualisme qui est mis en accusation. Un profond changement de mentalité, des structures totalement nouvelles, un univers et un environnement qui se découvrent sans cesse, voilà notre réalité de 1978. Une Société en pleine mutation à un niveau planétaire, voici notre perspective ! Nous réalisons maintenant que l'univers est perpétuellement en marche et que les mutations et les secousses que nous entrevoyons sont le résultat d'une rigidité structurelle qui ne s'adapte pas à l'évolution continue de notre monde.

L'exercice de notre démocratie politique est oeuvre délicate de nos jours ; loin de privilégier le droit d'expression et la liberté de l'individu, il a plutôt tendance à planifier sur une "masse non identifiée", à privilégier la collectivité au dépens de particularismes locaux et des opinions minoritaires. Cette critique ne s'exerce pas sur une éventuelle carence politique de l'exercice de la démocratie : elle est le constat d'un mauvais fonctionnement technique "de la moins mauvaise des institutions".

Tout notre dialogue moderne, notre organisation sociale et politique doit reposer sur l'Individu. Le groupe et la collectivité ne sont que des supports de gestion au service d'une recherche de consensus général que l'on nomme sens civique, responsabilité ... Les règles morales, d'éthique ne sont pas des finalités mais des outils : il importe plus que jamais de ne pas se tromper d'objectif. Il nous faut donc créer une organisation de dialogue, de recherche de consensus général telle que l'autorité démocratique ne soit plus la substitution d'un avis collectif à des opinions individuelles mais la sublimation de ces dernières.

L'Individu doit espérer pouvoir s'exprimer et se reconnaître dans une Société moderne en pleine évolution : les structures actuelles ne le permettent pas. Le citoyen reste seul et isolé face à ces mécanismes d'administration et de gestion qui le dépassent ; il subit leur pression et n'a sur eux aucun pouvoir : ces structures le connaissent en tant que masse, elles l'ignorent en tant qu'Homme.



Or l'exercice de la démocratie implique une influence réciproque, une osmose d'idées, de propositions. L'Individu étant à ce titre ignoré, il faut envisager un relai. Le phénomène associatif peut être à la base de cette transformation profonde de la Société : l'association est à ce jour une des seules structures intelligentes de la démocratie moderne car elle peut reposer dans son fonctionnement interne sur un dialogue permanent et individualisé de ses membres.

Dans notre Société, la recherche de consensus est une nécessité vitale elle est le résultat positif de conflits personnalisés, résolus dans le respect mutuel des individus du groupe : elle n'est ni concession ni oppression. Quel milieu meilleur que celui de l'association peut à cet égard garantir une telle souplesse.

Il faut donc envisager un rôle accru de l'association, à la mesure de ses possibilités. Elle ne doit plus seulement être tolérée, elle doit être en droit partie prenante dans les changements ; en un mot, il faut lui reconnaître, non plus seulement une liberté à exister mais une capacité à exercer.

Il convient donc de réfléchir en ce sens à des dispositions juridiques complémentaires à la loi de 1901.

\*

\* \*

#### LE STATUT D'UTILITE LOCALE

A partir d'un tel statut renouvelé et étendu, l'association doit pouvoir exercer cette capacité enfin reconnue de jure. Peut importe si son influence peut aller ou non jusqu'à participer à la décision : ce sont des cas d'espèces qui doivent être réglés de manière pragmatique compte tenu des données et des circonstances.

Ce qui à mon sens me paraît essentiel, c'est de créer des structures participatives, véritables relais de dialogue : des statuts particuliers créant devoirs et obligations devraient pouvoir être accordés à certaines associations sous certaines conditions.

Nos élus, dépositaires de l'intérêt collectif, sont soumis en permanence à des pressions de tous ordres et leur perception des objectifs et des solutions est par conséquent très subjective. Des supports d'information et de concertation structurés en dehors de tout rapport de force devraient leur permettre d'exercer de manière plus rationnelle leur mission.

Ce second projet amène un certain nombre de commentaires qu'il est important de structurer à des fins de clarté.

1. Pourquoi se placer délibérément dans une vision participative ?
2. Une association doit-elle être représentative ? Quelle est sa finalité ?
3. La base contractuelle n'est-elle pas la meilleure approche des rapports entre associations, c'est-à-dire les individus, et les pouvoirs constitués publics ou non ?
4. L'utilité d'un statut d'utilité locale étant une idée acquise, quelles pourraient être ses critères de reconnaissance et de renouvellement, ses modalités de fonctionnement ?



## 1. Pourquoi se placer délibérément dans une vision participative

Les médias, le rétrécissement temporel et spatial de l'information fait de l'Homme moderne un citoyen du Monde ; il est constamment intéressé, concerné dans sa vie quotidienne et son devenir par les Autres, depuis son voisinage proche jusqu'aux antipodes. Face à cette constante "agression", deux attitudes lui sont offertes : une passivité à l'évènement jointe à un rejet conscient ou non des systèmes qui lui sont des contraintes, la passivité étant aussi une forme de refus ; d'autre part, une vision plus dynamique de critique passant à travers un réseau d'informations denses : c'est la participation. Elle n'implique pas obligatoirement, il convient de le répéter, participation objective à la décision : le pouvoir ne réside pas fondamentalement dans l'acte de décision. Par ailleurs, cette même décision est l'apanage du responsable qui doit assumer seul toutes les conséquences de son choix. Il est donc délicat et prématuré d'envisager dès à présent une participation systématique des associations aux décisions qui les concernent.

De plus, il est désormais reconnu que la Connaissance n'est pas une et intangible : elle est mouvante dans le temps, dans l'espace et dans le langage, c'est-à-dire dans sa traduction. La Connaissance est en dehors de l'Homme : seule son interprétation est un acquis. Aussi est-il important que les décisions, les orientations fondamentales soient discutées et confrontées, d'autant plus que les générations qui en hériteront n'ont pas du tout les mêmes références que celles qui actuellement décident : or c'est leur vie qui est en cause. Que l'on ne se méprenne pas ! Il ne s'agit point ici de nier l'apport des civilisations passées et le transfert culturel qui en est la conséquence, mais de réserver son interprétation par les classes qui sont et seront seules concernées.

Un besoin de concertation avec certains organes privilégiés - dans certaines conditions strictes de dialogue non exclusives - ne me paraît pas de nature à écraser les associations de type non participatif puisque d'un point de vue général elles auraient non seulement la liberté d'exercer mais la capacité d'exercer leur influence en dehors du cadre proposé. La liberté réside d'ailleurs à mon sens dans un choix entre contraintes, non dans une absence de contraintes.

Enfin, la structure participative a un énorme avantage : elle crée les conditions du changement mais elle ne le détermine pas. Dans ce cadre, la conception et la mise en place des réformes sont pragmatiques, fonction des réalités qui nous entourent, non artificielles car non prédéterminées. Dans ce sens, les meilleures réformes sont celles qui ne changent rien tout de suite mais préservent l'avenir.

## 2. Une Association doit-elle être représentative ? Quelle est sa finalité ?

Il est de nos jours bien établi que seuls les organes "représentatifs" sont aptes à être reconnus comme d'éventuels partenaires : deux idées sont sous-jacentes à cette position : la garantie de sérieux liée au nombre et à l'éclectisme du recrutement, et la considération que sous-tend le rapport de force. De ce point de vue, je pense qu'il convient de reconsidérer fondamentalement ce mode de pensée et les arguments qui l'animent.

Les critères numériques de représentativité, s'ils sont bien souvent un garde-fou contre des fausses expressions collectives ne sont pas - ou du moins plus - à l'abri des moyens modernes de pression. La vie courante fourmille d'exemples d'associations dites "représentatives" créées de toutes pièces et de groupements "non représentatifs" qui au contraire portent en eux, parfois il est vrai sur quelques idées, la conscience de nombre de nos concitoyens.



Tout animateur ou membre connaît, dans sa générosité et ces excès, le rôle du leader dans un groupe ; le fonctionnement des associations est ici parfois bien déficient, car la représentativité qu'elles s'efforcent de conquérir à l'extérieur, se trouve en réalité à l'intérieur d'elles-mêmes, dans l'écoute et le respect des autres membres. S'il est important de conserver ce paramètre quantitatif, c'est moins pour la représentativité de son environnement que pour son authenticité de l'intérieur : la nature du critère subit dans cette analyse une profonde reconversion.

Le "numerus clausus" est d'autant plus fragile qu'il s'appuie bien souvent sur la confusion abusive du nombre et de la qualité (sans en tirer de conséquences, il convient cependant de mesurer les risques d'une telle assimilation, fréquente par ailleurs). Valoriser la représentativité numérique, c'est organiser un contrepouvoir ; ne pas exiger en outre l'authenticité de l'association c'est laisser la lutte de classes s'instaurer. Or les rapports de force sont la négation des conflits : ils s'opposent mais ne se parlent pas ; et la recherche de consensus général, répétons-le, passe par la résolution de conflits à travers un dialogue respectueux de toute minorité.

Le second point aborde la finalité même de la représentativité : concerne-t-elle son environnement ou sa constitution interne ? Il faut bien reconnaître que chacun d'entre nous "aimerait bien" que tous les groupements soient à l'image de la "Société" : il n'y aurait plus ainsi de contestation ! Or ce n'est pas - ce n'est plus - possible. Notre monde en pleine mutation n'a plus de centre, de moyenne ... Celle-ci bascule en permanence. Le marginal d'hier peut être le majoritaire de demain. Au nom de quelle morale, de quelle éthique, priverai-je celui qui pense seul de s'exprimer et pourquoi lui refuserai-je le droit au dialogue qui pour moi est si essentiel ! Les révolutions sont souvent le signe d'une non-écoute des "marginaux". Il est donc important que toute association - dès lors qu'elle est authentique - soit représentative et considérée comme apte au dialogue : ceci ne sera véritablement acquis qu'au prix d'un profond changement de mentalité.

Enfin - et nous abordons ici un domaine délicat - il me semble qu'il y a impossibilité technique à représenter autre chose que ce que nous sommes. Cela repose le problème général de la légitimité. Pourquoi donc exiger d'une association qu'elle se calque - ou qu'elle s'évertue en vain à le faire - sur un modèle extérieur alors que sa richesse et son essence, résident à l'intérieur d'elle-même. Laissons-là s'exprimer, écoutons-là ; contestons-la dans son argumentation et non dans son existence.

Notre Société actuelle n'a plus besoin de stéréotype : la génération nouvelle nous montre le chemin, c'est l'authenticité qu'elle réclame. Elle n'agit plus en fonction du raisonnement ni du jugement, elle travaille sur le ressenti, sur le vécu (cf p.3 sur la Connaissance).

Les associations doivent donc être authentiques, non représentatives d'un univers extérieur "ressenti" : les nouveaux critères à rechercher pour organiser le dialogue reposent donc en conséquence sur l'exercice - à l'intérieur du groupement - du fonctionnement démocratique et sur l'expression des intérêts minoritaires. Le groupe relativement restreint que représente l'association doit permettre d'atteindre ces objectifs. C'est l'entrechoquement de toutes ces associations qui amènera le consensus de Société, non l'unité de vue de quelques-unes d'entre-elles.

Notre Société ne supporte plus de "valeurs morales" mais souhaite créer sa morale, c'est-à-dire tout ce qui favorise simultanément le "j'existe" et le "tu existes".



3. La base contractuelle n'est-elle pas la meilleure approche des rapports entre associations et pouvoirs constitués ?

Fort de cette capacité juridique nouvelle et de sa légitimité, l'association va donc pouvoir agir. Son activité ne peut être dispersée et inorganisée lorsqu'elle envisage d'intervenir dans la vie publique. Il faut veiller par contre à ce que la spontanéité et l'innovation - principales richesses de ces organisations - ne soient pas entravées par un quelconque dispositif par trop contraignant. De plus, elle ne doit pas constituer un contrepouvoir.

Pour agir, elle doit avoir un sujet, des moyens, des interlocuteurs ... Sauf cas exceptionnels, son action n'est qu'incitatrice et ses interlocuteurs sont alors décideurs et maîtres d'oeuvre : il n'empêche que même dans ce cas, un schéma d'organisation est nécessaire.

Il faut que l'association relie son action aux moyens pour la promouvoir. Son fonctionnement normal étant assuré par son financement interne (cotisations entre autres), la notion contractuelle apparaît tout naturellement : toute action continue doit pouvoir trouver son propre équilibre financier chez les interlocuteurs.

Cette position respecte la liberté des interlocuteurs qui, au lieu d'octroyer des subventions, sont ainsi des partenaires à part entière dans le cadre du contrat défini par les deux parties. Elle responsabilise l'association en lui assignant un but et en la rendant gestionnaire - donc responsable - en totalité du projet. Sa liberté n'est en aucune manière remise en question, le contrat étant conjointement établi ; d'ailleurs certaines subventions revêtent parfois de telles allures de chantage que le mot liberté dans ce cas n'a plus de sens.

Notre environnement nous apprend chaque jour que tous, - entreprises, administrations, ménages, individus - nous sommes intimement liés dans notre survie à des contingences économiques : chaque geste, chaque acte de liberté a une résonnance, un impact financier. Pourquoi l'association en serait-elle privée ? Il s'agit ici de donner un sens économique à chaque activité de l'association et non d'assurer sa survie quotidienne par un budget global, responsable de l'existence et non de l'action du groupement.

Certains peuvent penser que c'est là ternir l'aspect idéaliste pur, "sans but lucratif" de l'association ; cette réflexion inclut une valeur morale - donc immorale - de l'argent. Il convient d'avoir sur ce sujet une attitude réaliste et de replacer la Morale sur l'objet même du contrat. Cette forme de financement semble parfaitement compatible avec la vision participative évoquée ci-dessus.

Il importe avant tout que les structures formelles à mettre en place ne soient en aucun cas contraignantes : leur caractère incitatif doit primer sur toute autre considération. Il n'est pas question dans ce chapitre d'imposer, d'institutionnaliser le contrat dans les rapports associations-interlocuteurs : c'est une perspective - une prospective - qui est ici tracée ... et une notion réhabilitée.

...

AW



#### 4. Le statut d'utilité locale

Certaines associations peuvent avoir vocation à la réflexion et au dialogue, d'autres à la gestion : si elles acceptent de le faire dans un cadre participatif, sous le forme d'un contrat, elles pourraient alors bénéficier d'un "statut d'utilité locale" (régionale ou nationale selon leur assise) portant droits et devoirs.

Les règles et modalités restent à être précisées. Il suffit déjà d'adhérer au principe.

Cependant, dès maintenant, certaines perspectives peuvent être évoquées.

Il faut que ce statut soit affecté, qu'il puisse être retiré ou renouvelé, qu'il porte en lui les obligations des parties intéressées.

Une association bénéficiant d'un tel statut doit :

- formellement adhérer au cadre participatif
- fonctionner en parfaite démocratie interne, ce qui implique la recherche d'un consensus - non d'une majorité numérique - le respect des opinions minoritaires à l'intérieur du groupement, la rotation des dirigeants
- être ouverte à tout membre qui en ferait la demande en acceptant les statuts tels qu'ils sont (à charge pour lui de faire éventuellement modifier le consensus général pour de tels changements)
- avoir un recrutement - socio-professionnel ou géographique - cohérent avec son statut. En effet, tout groupement ne peut avoir d'élément extérieur à son ensemble (un membre d'une association de quartier habite nécessairement ce quartier ; autrement, il lui est obligatoirement extérieur)
- avoir des propositions de contrat en accord strict avec son objet ; il s'agit là de sa propre réserve d'innovation à exploiter.
- l'objet de l'association ne doit pas se limiter à l'intérêt de ses membres mais se "rapporter" à l'intérêt de l'ensemble de la population qu'il est censé couvrir
- l'objet de l'association ne doit pas par contre couvrir un ensemble autre que celui qu'il est censé couvrir.

Ce statut peut être renouvelé sur des critères à définir dont le principal est la réserve d'innovation : l'association a ici un rôle dynamique puisqu'elle propose.

Ce statut est attribué par l'autorité préfectorale sur les critères objectifs définis plus haut.



### le fonctionnement contractuel

Le contrat est passé entre l'association et les décideurs concernés. En cas de litige, il convient d'instituer un arbitrage qui jugera éventuellement de la compétence des deux parties contractantes, de la capacité effective de l'association sur le contrat et qui pourra imposer (au maximum) une voie consultative. La voie délibérative ne peut être accordée qu'avec l'accord expresse du corps constitué concerné.

Les modalités d'application et de travail en commun seront précisées dans le contrat.

Ces propositions peuvent servir de base de réflexion à la définition d'un tel statut ; elles ne sont ni exhaustives ni obligatoirement bonnes.

\*  
\*      \*

Cette longue réflexion sur l'être et le devenir des groupements associatifs et les directions qui sont proposées dans ce texte peuvent certes effrayer.

L'Individu peut avoir peur de ne plus retrouver son cadre quotidien, l'association peut craindre pour son existence et sa liberté, les pouvoirs constitués peuvent appréhender une nouvelle forme de concurrence, voire d'éclatement de leurs prérogatives et de leurs responsabilités.

Or, la réalité n'est pas de craindre pour l'avenir d'une institution : elle réside dans l'adaptation de cette organisation adulte et expérimentée à une Société qui est en péril car totalement inadaptée aux nécessités modernes de dialogue et d'authenticité.

Les élus n'ont pas à craindre une telle structure ; car eux seuls - puisque élus - sont totalement représentatifs de leur Société ; les associations ne sont dans ce cas que représentatives de tendances. Les élus ont donc ainsi à leur dispositif un admirable moyen d'écoute du coeur de la Nation, dans sa vérité car dans sa diversité. Le premier objectif consiste alors à développer le phénomène associatif dans toutes les couches de la population, car c'est la condition de la crédibilité du message que l'ensemble des associations peut transmettre au Pouvoir.



A. VINCENT

1er décembre 1978